



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

132^{ème} Assemblée de l'UIP

Hanoï (Viet Nam), 28 mars - 1^{er} avril 2015



Conseil directeur
Point 5

CL/196/5a)-R.1
25 février 2015

Rapport du Président

a) sur ses activités depuis la 195^{ème} session du Conseil directeur

Au cours des six derniers mois, j'ai été en relation étroite avec le Secrétaire général qui m'a consulté régulièrement sur des questions urgentes. Lui et son personnel m'ont fourni systématiquement des informations très utiles sur toutes les réunions auxquelles je devais représenter l'Organisation en ma qualité de Président. Je me suis aussi exprimé publiquement à diverses occasions où je pensais que la voix de l'UIP, comme organisation mondiale des parlements, devait être entendue.

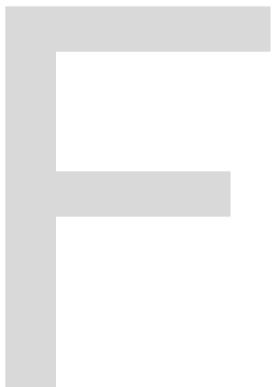
Le 17 octobre 2014, le lendemain de mon élection à la présidence de l'UIP, j'ai prononcé le matin un discours lors d'un atelier sur les bonnes pratiques en matière de désarmement nucléaire, que j'ai présidé et qui était organisé conjointement par l'UIP, les Parlementaires pour la non-prolifération nucléaire et le désarmement et le World Future Council au Siège de l'UIP à Genève.

J'ai déclaré que le désarmement nucléaire était une question d'une importance vitale à la fois pour l'UIP et pour tous les parlements et parlementaires au monde, qui ont le pouvoir de transformer la vision du désarmement nucléaire en une réalité palpable. J'ai évoqué les diverses initiatives que l'UIP a prises avec ses partenaires sur ce sujet au fil des années, parmi lesquelles figurent des séminaires, des tables rondes et des guides pour parlementaires. J'ai aussi signalé que les Membres de l'UIP avaient adopté des résolutions sur cette question en 2009 et 2014.

Ces initiatives ont entraîné une plus grande prise de conscience dans les milieux parlementaires. Je me suis engagé à maintenir le désarmement nucléaire en tête des préoccupations de l'UIP et à contribuer à susciter la volonté politique et la dynamique voulues pour parvenir à débarrasser le monde des armes nucléaires.

Plus tard ce jour-là, le Secrétaire général de l'UIP m'a présenté les cadres supérieurs qui forment son équipe. Ils m'ont éclairé sur les principales questions qui sont actuellement sur l'écran radar de l'UIP et sur les réunions où je pourrais représenter prochainement l'UIP en ma qualité de Président.

Le 31 octobre, en apprenant que l'Assemblée nationale du Burkina Faso avait été dissoute, l'UIP a publié un communiqué de presse pour plaider en faveur du dialogue politique et demander un retour rapide à l'ordre constitutionnel. J'ai déclaré qu'une fois de plus, le Parlement avait été victime de l'incapacité de la classe politique à régler un conflit en trouvant un terrain d'entente nécessaire à la paix et la stabilité futures du Burkina Faso.



J'ai déploré l'attaque perpétrée contre l'Assemblée nationale et les parlementaires, soulignant que le Parlement était l'enclave la plus légitime pour apaiser les différends politiques et que, à ce titre, il convenait de le protéger, qu'il importait aussi de protéger l'intégrité physique des représentants du peuple que sont les parlementaires et que l'Organisation continuait à suivre la situation de près.

Dans une autre déclaration publiée le 31 octobre, je saluais la décision de rouvrir la mosquée al-Aqsa et de permettre de nouveau aux fidèles musulmans d'accéder à ce site, soulignant l'importance de ce geste qui revenait à reconnaître le droit de culte et le droit d'accès aux lieux saints. J'ajoutais que, dans le contexte du conflit israélo-palestinien et de la montée de la tension des deux côtés, la protection de ces droits était essentielle pour permettre des relations constructives entre Israéliens et Palestiniens. Le Comité de l'UIP sur les questions relatives au Moyen-Orient continuait de suivre avec attention l'évolution de la situation dans la région et avait des contacts réguliers avec les deux parties dans le but de garder ouverts les circuits de communication.

Les 17 et 18 novembre, j'ai présidé la deuxième réunion du Comité préparatoire de la Quatrième Conférence mondiale des Présidents de Parlement au Siège de l'ONU à New York. Vu les innombrables défis à relever dans le monde aujourd'hui, il est important que les parlementaires soient présents à la fois au niveau national pour dialoguer avec leurs électeurs et au niveau international dans les négociations mondiales, et fassent le lien entre les deux.

Les participants ont estimé que, dans l'idéal, la Quatrième Conférence mondiale des Présidents de Parlement devrait se tenir avant le Sommet des Chefs d'Etat organisé par l'ONU, où seront adoptés les Objectifs de développement durable (ODD). Ils ont eu un débat interactif avec le Secrétaire général de l'ONU, qui leur a rappelé le rôle crucial que jouent les parlements en tant que représentants légitimes des peuples.

Les participants ont aussi dialogué avec Mme A. Mohammed, Conseillère spéciale du Secrétaire général de l'ONU, pour la planification du développement après 2015. Elle a informé les participants de l'état actuel des négociations sur les ODD et a appelé de ses vœux une solide contribution parlementaire. M. J. Eliasson, Vice-Secrétaire général de l'ONU, a parlé de l'état du monde et de la nécessité de faire davantage porter les efforts sur la prévention et le règlement des conflits. Il a reconnu que l'Organisation des Nations Unies était imparfaite et ne pouvait pas toujours régler seule toutes les crises du monde. L'Ambassadeur du Liechtenstein, M. Wenaweser, prenant la parole au nom du Groupe *Accountability, Coherence and Transparency* (ACT), a évoqué devant les Présidents de Parlement la nécessité de réformer le Conseil de sécurité et la procédure de sélection du Secrétaire général de l'ONU.

Le thème de la Conférence mondiale des Présidents de Parlement devrait réunir en un tout les éléments de la démocratie, de la paix et du développement. Les participants ont fixé les dates de leur prochaine réunion aux 1^{er} et 2 juin et celles de la Quatrième Conférence mondiale des Présidents de Parlement, qui se tiendra au Siège de l'ONU à New York, à la période du 31 août au 2 septembre 2015. Le lieu et le moment choisi seraient particulièrement favorables puisque l'Organisation des Nations Unies célèbre le 70^{ème} anniversaire de sa création.

Le Secrétaire général et moi-même avons saisi cette occasion pour rencontrer le Secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, et nous présenter comme la nouvelle direction de l'UIP. Nous avons discuté de l'Accord de coopération révisé entre l'UIP et l'ONU et des moyens de renforcer la coopération entre nos Organisations et d'asseoir notre partenariat sur des bases plus solides. Nous avons aussi évoqué notre collaboration sur divers sujets prioritaires pour l'UIP et pour les Nations Unies, tels que les ODD et les changements climatiques.

L'Audition parlementaire annuelle aux Nations Unies s'est tenue les 19 et 20 novembre 2014, au Siège de l'Organisation à New York comme à l'accoutumée. C'est un rendez-vous annuel inscrit aux calendriers des deux Organisations et une autre façon de s'acheminer vers un partenariat stratégique. L'édition 2014 avait pour thème *Mettre l'humain au centre des ODD : une responsabilité partagée*. L'idée sous-jacente était que le nouveau paradigme du développement devait faire passer les personnes et leur bien-être au premier plan au lieu de viser exclusivement le profit économique.

Dans mon allocution d'ouverture, je soulignais qu'une part de plus en plus grande des échanges humains était "marchandisée" à cause de cette idée totalement erronée que seules une production et une consommation toujours plus grandes peuvent faire fonctionner l'économie et apporter le bonheur. J'ai suivi avec intérêt les discussions interactives, conduites par des journalistes de renom, avec les intervenants du système des Nations Unies et d'autres organisations. J'ai déclaré en conclusion que, ce qui devait changer dans les pays développés comme dans les pays en développement, c'était l'illusion de croire que l'on peut connaître une croissance rapide maintenant et se soucier plus tard des conséquences pour le bien-être humain et la planète. Nous avons besoin d'une croissance plus organique qui aille de pair avec une amélioration des conditions d'existence des populations. J'ai aussi répété qu'il était essentiel que parlementaires et parlements se greffent sur les processus de l'ONU et exercent leur pouvoir de mobilisation.

A l'occasion du 16^{ème} anniversaire de l'assassinat de Galina Starovoitova, cette parlementaire russe qui militait pour les droits de l'homme, notre Organisation a publié, le 20 novembre 2014, un communiqué de presse dans lequel elle appelait à redoubler d'efforts pour résoudre les cas d'assassinats politiques. J'indiquais que toute violation des droits de l'homme était inacceptable, quels que soient le moment et le rang de la victime, et constatais avec inquiétude que les défenseurs des droits de l'homme eux-mêmes n'étaient pas épargnés et que ces violations constituaient un véritable affront à la démocratie puisqu'elles avaient pour but d'intimider et d'étouffer la diversité politique et la contestation.

Pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, le 25 novembre, j'indiquais dans une déclaration que, même si l'on observait une progression lente mais sensible de la lutte contre la violence faite aux femmes, les textes législatifs portant spécifiquement sur la violence faite aux filles étaient encore rares. Il fallait que le monde se réveille et prenne des mesures rapides et exhaustives pour remédier à cette situation. L'UIP avait un programme pour mettre fin à la violence envers les femmes. Elle organisait des campagnes de sensibilisation et aidait les parlements à rédiger des lois pour lutter contre ce fléau. Les parlements avaient la responsabilité et le pouvoir de protéger les filles, par exemple en portant l'âge légal du mariage à 18 ans, en prolongeant la scolarité des filles pour en retarder le mariage ou en veillant à l'application effective des lois en vigueur. Les parlementaires avaient les moyens de changer la vie de centaines de millions de filles et ils devaient s'en servir.

Je me suis rendu à Marrakech le 27 novembre à l'invitation des autorités marocaines pour prendre la parole au Deuxième Forum mondial des droits de l'homme. Dans mon discours d'ouverture, j'ai souligné que l'UIP avait été créée en 1889 pour promouvoir la paix et la coopération, que, au fil des années, elle s'était employée sans relâche à renforcer la démocratie et à promouvoir les droits de l'homme dans le monde. L'UIP était fondée sur l'idée que seuls le dialogue et la négociation pouvaient déboucher sur une paix durable et aider à régler durablement les conflits.

Les parlements jouaient un rôle central en représentant la société dans toute sa diversité, en demandant des comptes au Gouvernement sur les atteintes aux droits de l'homme et d'autres actes non conformes à leurs engagements internationaux et en adoptant des lois pour préserver les droits de l'homme et les libertés fondamentales. L'UIP coopérait de plus en plus avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, en particulier sur la mise en œuvre des recommandations de l'Examen périodique universel (EPU).

Le 8 décembre, l'UIP a organisé avec le Parlement du Pérou une Réunion parlementaire à l'occasion de la tenue à Lima de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP20/CMP10). Comme je viens du Bangladesh, pays régulièrement ravagé par les forces de la nature, la question des changements climatiques me tient à cœur. Ce fut donc pour moi un honneur particulier de prendre la parole à la séance inaugurale et de faire valoir devant les parlementaires présents l'urgence de parvenir à un accord universel et juridiquement contraignant sur les changements climatiques avant qu'ils ne se retrouvent à Paris en décembre 2015.

Il n'y avait pas de place pour le doute en matière de changements climatiques; les preuves scientifiques étaient irréfutables. Je concluais en lançant un appel aux dirigeants et aux décideurs politiques, notamment aux parlementaires, pour qu'ils agissent de manière décisive afin de ne pas faillir à leur devoir envers les générations futures et la planète. La Réunion parlementaire a produit un document final, qui a été adopté par consensus et présenté à la Conférence des Nations Unies comme contribution des parlements.

Pendant la Réunion parlementaire, j'ai rencontré la Présidente du Congrès péruvien et l'ai félicitée de l'engagement de son Parlement aux côtés de l'UIP. J'ai encouragé les dirigeants parlementaires à renforcer à l'avenir leur coopération avec l'UIP en optant pour une approche plus structurée.

En marge de la COP20/CMP10, j'ai rencontré le Secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), M. Michel Jarraud, et discuté avec lui d'une possible coopération entre nos deux Organisations sur l'utilisation de la science et des données aux fins de la prise de décision et de l'élaboration des politiques.

En janvier 2015, j'ai conduit une délégation parlementaire du Bangladesh en Turquie. J'en ai profité pour m'entretenir avec la Présidente du Groupe interparlementaire turc à Ankara et avec le Président de la Grande Assemblée nationale turque. Nous avons évoqué la coopération sur les questions d'égalité des sexes et sur le Programme d'action d'Istanbul (PAI) pour les pays les moins avancés (PMA) et ils m'ont assuré de la poursuite de leur soutien et de leur engagement sur les deux dossiers.

Les 9 et 10 février 2015, à l'invitation du Président de l'Assemblée générale des Nations Unies, j'ai participé à un débat thématique de haut niveau sur les moyens de mise en œuvre du programme de développement pour l'après-2015 au Siège de l'ONU à New York et conduit les débats lors d'une séance à laquelle participaient notamment des représentants élus aux niveaux national, municipal et local. Dans mon allocution, j'ai relevé que, contrairement à ce qui s'était passé avec les OMD, où une analyse détaillée et approfondie des conditions nécessaires à la mise en œuvre semblait faire défaut, il fallait réfléchir sérieusement aux moyens de réaliser les ODD.

En d'autres termes, réfléchir à l'affectation et à l'utilisation appropriées des ressources qui permettraient de traduire dans la réalité ces objectifs qui, pour l'instant, n'existent que sur papier. Les parlements jouaient à cet égard un rôle crucial puisqu'ils tenaient les cordons de la bourse des Etats et pouvaient veiller au bon usage des deniers publics et de l'aide publique au développement (APD).

J'ajoutais que la mobilisation de ressources pour les ODD obligeait nécessairement à réduire les dépenses dans certains domaines, tels que la défense, et à créer des conditions générales propices, de stabilité, de respect de la légalité et de gouvernance, pour n'en mentionner que quelques-unes, l'idée conductrice étant que des parlements forts seraient mieux à même de gérer efficacement tous les moyens de réalisation des ODD. C'est avec cette idée en tête que l'UIP a entrepris de faire campagne pour que la gouvernance démocratique soit incluse comme objectif indépendant et en même temps intégrée à tous les autres objectifs.

J'ai également souligné que 2015 était une occasion qui ne se présentait qu'une fois par génération de remettre le monde sur ses rails puisque c'était l'année où les Etats du monde devaient trouver un accord, après négociation, sur trois sujets majeurs – la réduction des risques de catastrophe à Sendai (Japon) en mars, les ODD à New York en septembre et les changements climatiques à Paris en décembre. Il serait essentiel que ces processus se complètent et se renforcent mutuellement et c'était aux parlements d'être à la hauteur de l'occasion et d'établir des liens entre eux.

Pendant mon voyage à New York, j'ai rencontré les co-facilitateurs nommés par l'Assemblée générale des Nations Unies pour les négociations sur le programme de l'après-2015, les Représentants permanents de l'Irlande et du Kenya. Nous avons discuté de la campagne menée par l'UIP pour l'inclusion d'un objectif sur la gouvernance démocratique et de l'importance de donner aux parlementaires un rôle officiel dans la phase cruciale de mise en œuvre des ODD. Je les ai encouragés à insérer une mention spécifique des parlements et de l'UIP dans la Déclaration qui accompagnera l'adoption des ODD.

A New York, j'ai aussi assisté, à l'Institut international pour la paix, à un exposé de l'ancien Premier Ministre australien, Kevin Rudd, sur les travaux de la Commission indépendante sur le multilatéralisme (CIM). J'ai encouragé la Commission à étendre son champ d'étude aux relations entre les Nations Unies et les parlements et lui ai assuré que l'UIP était prête à l'y aider et à lui faciliter la tâche.

Le 21 février, jour proclamé par les Nations Unies Journée internationale de la langue maternelle, j'ai rendu hommage aux martyrs du Mouvement bangladais pour la langue au monument du Shaheed Minar. J'ai publié une déclaration dans laquelle je soulignais que la langue était une composante fondamentale de la liberté d'expression et un facteur de rassemblement et d'union.

Le 13 mars 2015, j'ai participé à la Réunion parlementaire organisée conjointement par l'UIP et l'UNISDR à Sendai (Japon) à l'occasion de la Troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe. La Réunion portait sur le renforcement de la gouvernance et l'amélioration de la législation pour réduire les risques de catastrophe. Dans mon discours d'ouverture, j'ai mis en évidence l'utilité du travail réalisé par l'UIP.

L'Organisation avait adopté en mars 2014 une résolution intitulée *Pour un développement résilient face aux risques : prendre en compte l'évolution démographique et les contraintes naturelles*, qui appelait les parlements à s'attaquer aux risques de catastrophe par une action résolue sur tous les fronts – législation, gouvernance et plaidoyer en faveur d'un développement résilient. Je soulignais l'utilité de faire connaître les bonnes pratiques et de confronter les expériences en matière de législation et de gouvernance. Les parlements et leurs membres avaient incontestablement un rôle central à jouer dans ces deux domaines.

Depuis mon entrée en fonction en octobre 2014, j'ai pris contact avec des particuliers et des institutions, comme Michael Bloomberg, ancien maire de la ville de New York, et Bloomberg Philanthropies, Lord Nicholas Stern, Président de l'Institut de recherche Grantham sur le changement climatique et l'environnement, et Jeffrey Sachs, professeur à l'Institut de la Terre de l'Université Columbia. J'ai fait ces démarches dans le but d'étendre la notoriété de l'UIP et d'obtenir que ces personnalités et leurs instituts s'engagent à ses côtés dans les années à venir.